

page 4: deux recherches
• la scientifique
• «La chambre nuptiale»

l'UQAM

Un nouveau département

En sciences comptables: autonomie et ouverture

Après avoir cheminé à travers les diverses instances internes, le projet de création du département des sciences comptables a quitté l'UQAM pour l'UQ. Une réponse favorable et rapide du Conseil des études permettra l'ouverture du département d'ici à l'été.

Avec la départementalisation des sciences comptables, les sciences administratives perdront 14 de leurs 44 professeurs, mais de l'avis de M. Anacleto Fernandez, principal responsable du dossier des sciences comptables, «l'un et l'autre sont assez forts pour être autonomes.»

Plusieurs facteurs, explique M. Fernandez, ont amené la «sec-tion» des sciences comptables à

«Les cours de sciences comptables se répartissent à l'intérieur de dix des vingt programmes dispensés actuellement en sciences administratives.

«A l'automne 1978-79, les étudiants inscrits dans des cours de comptabilité représentaient 38,94% du total des étudiants inscrits aux cours des sciences administratives.

«Entre 1972 et 1978, on passe de 2 professeurs à 14.»

M. Fernandez, d'autre part, fait valoir que «la création d'un département de sciences comptables en offrant l'autonomie et l'identité nécessaires permettra une meilleure gestion des ressources, sans déboucher pour cela sur l'isolement et la superspécialisation.»

De même, la départementalisation donnera aux sciences comptables «la possibilité de se fixer certains axes de développement qui peuvent ne pas être compatibles avec ceux de l'administration générale des affaires.»

M. Fernandez croit également que les recherches en commun avec les autres départements de

[la suite en page 2]



M. Anacleto Fernandez: mettre la comptabilité au service de tous les groupes sociaux.

étudier puis à solliciter la création d'un département autonome. Il y a d'abord la croissance impressionnante des programmes, des ressources professorales, de la population étudiante.

Négociations SCCUQ-UQAM

Un conciliateur intervient pour assurer le dialogue

Calendrier des négociations

10 août 78

Dépôt du projet syndical à l'exception des demandes salariales.

20 octobre 78

Dépôt par la partie syndicale des demandes salariales; dépôt par l'Université d'un projet de convention, à l'exception de l'article sur les salaires.

30 janvier 79

Dépôt par la partie syndicale des articles de son projet modifiés en raison du protocole d'harmonisation SPUQ-SCCUQ.

19 février 79

L'assemblée générale du SCCUQ donne mandat à l'exécutif de déclencher la grève, s'il le faut, au moment qu'il jugera opportun.

20 février 79

Dépôt par l'Université de l'article salarial.

23 février 79

Dépôt par l'Université des propositions en réponse au dépôt Syndical du 30 janvier.

Demande par l'Université d'un conciliateur.

26 février 79

Nomination du conciliateur.

Du 10 août au 23 février inclusivement, 31 rencontres de négociation ont été tenues, réparties de la façon suivante: août (4), septembre (4), octobre (6), novembre (5), décembre (3), janvier (3), février (6).

Trois (3) rencontres prévues ont été annulées à la demande de l'UQAM; sept (7) à la demande du SCCUQ et trois (3) d'un commun accord.

Nommé par le ministre du Travail le 26 février dernier, Me Yvan Saint-Onge, conciliateur, est entré en fonction dès le lendemain, soit le mardi 27 février. Adressée par la direction de l'Université, la demande de conciliation visait un triple but: assainir le climat à la table des négociations SCCUQ-UQAM, accentuer le rythme des pourparlers et éviter un conflit majeur.

Lors d'une conférence de presse tenue le 26 février dernier, M. Claude Pichette, recteur, a déclaré que le désir de l'Université de faire intervenir une tierce personne signifie sa nette volonté de parvenir à une entente signée sur cette première convention avec les chargés de cours, malgré les difficultés inhérentes au caractère inédit de cette négociation.

Au moment de la nomination du conciliateur, plus du tiers des clauses avaient été paraphées. Selon M. Michel Leclers, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et co-responsable de la négociation avec Me Lise Langlois, secrétaire générale, les discussions à venir porteront surtout sur les salaires et les avantages marginaux ainsi que sur l'application du protocole d'harmonisation SPUQ-SCCUQ.

Sans nier la nécessaire concertation entre les universités québécoises sur ce point, le recteur Pichette mentionnait récemment que l'offre salariale patronale actuelle (\$1 895 par charge de cours) est raisonnable, compte tenu de la capacité financière de l'Université. «Mais, a-t-il ajouté, c'est une première offre, discutable.» La demande du SCCUQ est de \$4 295 par charge de cours.

Quant aux clauses touchant le protocole d'harmonisation SPUQ-SCCUQ (embauche, évaluation, etc.), M. Leclers est d'avis qu'il serait possible de conclure des ententes à plus ou moins brève échéance. «Lors de notre dernier dépôt, dit-il, nous croyons avoir respecté l'essentiel du protocole. Il s'agit plutôt, je pense, de se mettre d'accord sur des mécanismes qui sont tout à fait négociables.»

Jusqu'à ce que le conciliateur juge pertinent de mettre fin à son mandat et fasse rapport au ministre du Travail, les parties ne sont invitées à négocier qu'en sa présence. Les dates des rencontres sont fixées au jour le jour. Il était toutefois établi dès la semaine dernière que des séances de négociations auraient lieu lundi et mercredi de cette semaine.

Notons enfin que l'exercice d'une conciliation n'empêche ni le recours à la grève, ni le lock-out.

La journée internationale des femmes: une semaine d'activités

Y a-t-il des ghettos féminins à l'UQAM? Dans les emplois? Et les champs d'étude? Des attitudes sexistes? Les employées sont-elles aux prises avec une double journée de travail? Voilà quelques-unes des questions qui seront soulevées aujourd'hui, au local 7160 du pavillon Read, à l'occasion d'un débat-midi. Celui-ci donnera le coup d'envoi aux activités prévues cette semaine en marge de la Journée internationale de la femme, le 8 mars. L'initiative est quadripartite: Karen Al Aidroos (SPUQ), Francine Boileau (membre de l'AGEUQAM et du Comité-femmes), Christiane Malet (SCCUQ) et Francine Lajeunesse (SEUQAM) sont co-responsables

de la rencontre.

Par ailleurs, le Comité-femmes invite les membres de la collectivité universitaire à participer aux événements organisés autour des thèmes suivants:

• **lundi**, «Femmes, santé et sécurité au travail»; kiosque d'information et diaporama au pavillon des sciences, rue St-Alexandre;

• **mardi**, «Femmes et folie»; débat et film sur les institutions psychiatriques; émission de radio diffusée au café Read sur la musique de femmes, comprenant des entrevues avec des militantes, musiciennes, écrivaines, qui formuleront, entre autres, leurs commentaires sur la condition féminine;

• **mercredi**, «Femmes et sexualité»; exposition et vidéo à midi, dans un lieu à déterminer; le soir à 20h00, party de solidarité — non mixte — au Café Read;

• **jeudi**, «Femmes et violence»; émission de radio composée d'entrevues sur la question, de faits d'actualité assortis de commentaires et de musique; débat sur le Wen-do avec démonstration. Non mixte.

Et pour clore la Journée internationale de la femme, tous et toutes sont invitées à la manifestation inter-syndicale qui s'ébranlera du Parc Préfontaine (angle Hochelaga et Moreau) vers 19h00. Suivra la traditionnelle fête de solidarité au cégep Maisonneuve. C.G.

Projet étudiant à l'intention des chômeurs

A l'intention des chômeurs, une quinzaine d'étudiants du module de sciences juridiques viennent de mettre en branle un nouveau projet dans le cadre de leur service de consultation. L'initiative fut précédée, juste avant le début de la session d'hiver, de trois journées de formation intensive sur la Loi de l'assurance-chômage, en collaboration avec les comités de sans-travail de Pointe St-Charles.

Depuis quelques semaines, l'équipe a pignon sur rue dans le quartier Maisonneuve-Rosemont, dans un local prêté gracieusement par le Pavillon d'éducation communautaire. A tour de rôle, les étudiants assurent une permanence pour les gens des environs, les groupes populaires et les



N. Normand Thibault

comités de chômeurs, dispensant les informations juridiques ou les conseils techniques qui sont sollicités.

Normand Thibault, porte-parole du groupe étudiant, précise:

«Nous souhaitons démocratiser nos interventions, ouvrir le projet à tous les gens du milieu qu'intéressent ces questions.» Dans un premier temps, les étudiants ont entrepris d'informer la population environnante de leur présence, via les journaux locaux.

Ils définissent ainsi le type d'encadrement qu'ils souhaitent offrir aux personnes qui viendront les consulter: «Nous voulons les aider à s'aider. Démystifier l'appareil judiciaire, leur faire connaître leurs droits et les démarches à suivre pour les faire valoir. Ils apprendront à consulter les manuels de jurisprudence qui sont à leur disposition, à préparer leur dossier s'ils doivent se présenter devant le

Conseil arbitral de l'Assurance-chômage, à comprendre les lois et les règlements qui les régissent.»

En les regroupant, poursuit Normand Thibault, en les sortant du cas-à-cas pour les orienter, lorsque c'est possible, vers des solutions plus collectives, ces gens deviendront solidaires les uns des autres et plus autonomes. «Bref, il est important qu'ils sachent que certains outils sont à leur disposition. Qu'ils peuvent et doivent s'en servir.»

Le projet ne devrait pas mourir avec la belle saison: d'autres étudiants prendront la relève, via le Service de consultation juridique, pour y mettre en pratique ce qu'ils apprennent dans les salles de cours. C.G.

Conseil d'administration

A la réunion du 19 février, le conseil d'administration de l'UQAM a :

- adopté le répartition de 20 nouveaux postes de professeurs réguliers pour 79-80;
- résolu de considérer comme étoilés les départements suivants: chimie, études littéraires, linguistique, physique, sciences de la Terre, sciences religieuses, sexologie (sauf si la maîtrise s'ouvre), arts plastiques et géographie;
- autorisé la signature d'une entente entre l'UQAM et l'Université de Paris VIII;
- approuvé l'implantation d'un nouveau système téléphonique (SL-1) pour le nouveau campus;
- déterminé la liste des registres officiels, des documents essentiels et des documents non essentiels du calendrier de conservation des archives;

- adopté les documents de directives et procédures administratives du service des archives;
- approuvé le contingentement prévu pour le certificat de 1er cycle en intervention psychosociale;
- reconduit la politique des critères de promotion en vigueur, avec une modification technique relative à la pondération;
- adopté les critères d'embauche du département d'histoire de l'art pour 79-80;
- procédé à l'engagement de deux professeurs substitués;
- accordé le statut de salariée régulière à Madame Francine Montplaisir, professeur;
- institué un comité technique pour définir la nouvelle configuration informatique de l'UQAM;
- nommé M. Laval Bolduc au poste de directeur du module d'enseignement en éducation physique.

Comité exécutif

A la réunion du 27 février, le comité exécutif de l'UQAM a :

- procédé à l'engagement de M. Gilles Fillon au poste de directeur du Bureau des relations de travail;

- autorisé le détachement de M. Jacques Archambault auprès du ministère de l'Éducation;
- créé un poste régulier de catégorie technique au département de géographie.



Une expérience pratique en studio de télévision

«C'est maintenant dans nos studios, au pavillon Lafontaine, que nous avons commencé d'enregistrer publiquement sur ruban magnétoscopique (vidéo) plusieurs concerts des étudiants du module de musique. La caractéristique importante de cette initiative est la suivante: en plus du contact avec le public, les étudiants en musique ont une approche pratique avec le travail professionnel des studios de télévision, chose qui ne fait pas partie du cours de musique, mais qui, néanmoins préparera à l'interprétation en studios, qui est un gros débouché sur le marché de l'emploi», explique M.

Claude Beaulieu, réalisateur au service de l'audio-visuel et responsable de la série Concerts-Exercices-Musiqam.

Selon ce dernier, les exécutants ont l'occasion de se familiariser avec l'acoustique, l'éclairage, la distance par rapport aux micros; ils ne sont pas pris au dépourvu par les effets de la chaleur par radiation sur les instruments.

Sur notre photo, un concert de jazz au Studio TV: dans l'ordre, de gauche à droite, Sylvain Ménard au clavier, Michel Dubeau, saxophoniste, Léon Coupal, guitare basse électrique et Michel Grenier, percussionniste.

Au CIEE

Un oeil critique sur la France actuelle

M. Stanley Hoffman, invité par le Centre interuniversitaire d'études européennes (CIEE) à présenter, le jeudi 8 mars, une conférence sur «La Ve République, 20 ans après», est une personnalité internationale de premier plan, estime M. Peter Gourevitch, politologue, membre du conseil d'administration du CIEE. «C'est non seulement un expert de la vie politique française, un professeur en relations internationales, un écrivain, un critique-polémiste, mais c'est de surcroît un brillant orateur.»

M. Stanley Hoffman, qui a beaucoup écrit, s'est surtout attaché, note M. Gourevitch, à l'analyse des cultures et des idées. Parmi ses principaux ouvrages

sur la France, notons: «Le Mouvement Poujade»; «Déclin ou renouveau de la France entre 1930-1970»; «A la recherche de la France». Dans le domaine des relations internationales, on retient: «Primauté ou ordre mondial» et «Théories des relations internationales.»

Outre ses livres, M. Hoffman est bien connu des Américains, particulièrement des intellectuels, pour ses articles virulents dans les journaux, ses apparitions à la radio, à la télévision, où il critique certaines politiques gouvernementales. Il a été l'un des premiers intellectuels à condamner ouvertement la présence américaine au Vietnam.

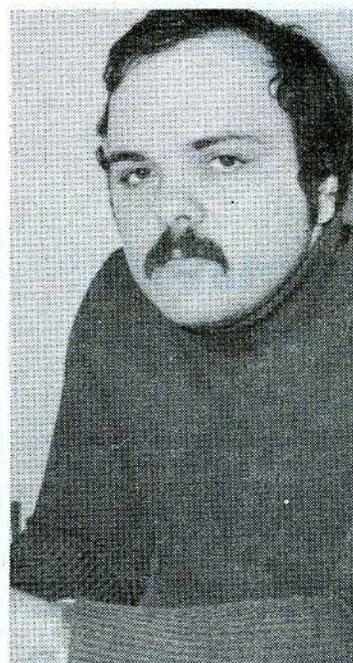
En France, ses écrits sur Vichy et de Gaulle n'ont pas été sans

Perfectionnement des employés

Hausse de \$11000 au budget

Trois nouveaux aspects caractérisent cette année le perfectionnement des employés de l'Université. La première nouveauté, et sans contredit non la moindre, est le passage du budget total de \$30 000 à \$51 000. La deuxième est la formation d'un comité de perfectionnement pour les employés non-syndiqués, membres de l'Association qui signait un protocole avec l'UQAM en août dernier. La troisième consiste en une reconnaissance du principe de financement d'inscriptions d'employés de tous les secteurs à des colloques ou congrès de courte durée.

M. Pierre Fleurant, agent du personnel actuellement responsable du dossier perfectionnement, affirme que la plus grande partie du budget a tout de même été allouée aux employés désireux de suivre des cours crédités à l'UQAM surtout, pour l'obtention d'un baccalauréat, d'un certificat, d'une maîtrise ou bien d'un DEC lorsque l'employé est inscrit au cégep. A ce jour, incluant les cas encore en suspens et le mouvement de va-et-vient dû aux nombreuses annulations, 107 employés ont bénéficié de ce type d'aide.



M. Pierre Fleurant

Une douzaine d'autres ont reçu une bourse pour des études à temps plein ou à temps partiel, étalées sur une ou deux sessions. Ces employés sont inscrits à l'UQAM, à l'U. de M., aux HEC, à

Concordia. La somme maximum accordée par le comité de perfectionnement, compte tenu de la quantité des demandes, a été de \$3 500.

Qu'il s'agisse de frais d'inscription ou de bourses, la répartition des sommes selon les secteurs est, à toutes fins pratiques, la même que l'année dernière: une forte proportion revient au secteur bureau alors que le secteur métiers et services qui adresse peu de demandes, reçoit peu d'argent. Malgré les souhaits exprimés l'an dernier par les membres du comité de perfectionnement, aucune approche particulière n'a encore été tentée auprès des employés de ce secteur afin de susciter des demandes de perfectionnement liées à leurs tâches.

Une somme d'environ \$4 500 a été consacrée au perfectionnement des employés non-syndiqués alors que quatre employés se sont vus accorder une mince aide financière pour leur participation à des congrès: deux bibliothécaires, un professionnel du service des Immeubles et équipement et un appariteur aux arts, du secteur métiers et service. A ce sujet, précise M. Fleurant, la politique appliquée est la suivante: le comité de perfectionnement assume le tiers des frais d'inscription alors que le service et l'employé se répartissent également les deux autres tiers.

Aucun cours dit «culturel» n'a été subventionné même si les membres du comité de perfectionnement des employés syndiqués, représentant leur syndicat, seraient plus enclins que le service du personnel à examiner la question. D'ici à ce qu'une nouvelle convention apporte de l'eau au moulin, les demandes de financement de cours de danse et de sérigraphie seront toujours considérées comme «farfelues». D.N.

A la Galerie UQAM

Cette semaine, à la Galerie UQAM, une exposition dite d'information portera sur les nouvelles tendances de la musique expérimentale. Il s'agit en quelque sorte du prolongement «musical» de l'exposition en cours sur «L'utilisation pédagogique de l'ordinateur», dans les locaux du groupe PLATON au pavillon Read. Divers champs d'activité et de recherche musicale y sont représentés: musique et écologie, musique et ordinateur, musique et sociologie, compositions, improvisations, etc. Cela comprend des partitions, des projets et esquisses, des graphismes, des documents photographiques. Ces envois proviennent de musiciens français, italiens, allemands, argentins et canadiens.

Au programme, des auditions individuelles, de 12h00 à 20h00, et des concerts publics sur bandes diffusés deux fois par jour, à 12h30 et 17h30. Le tout en collaboration avec l'Association pour la création et la recherche électroacoustique du Québec (ACREQ). Celle-ci organisera en outre le 8 mars à 20h00, à l'auditorium du pavillon Lafontaine, une soirée multi-media; le

Belge Peter Beyls diffusera à cette occasion trois de ses dernières réalisations (bandes et diapositives).

Dans un deuxième temps, du 12 au 14 mars, la Galerie UQAM offrira deux concerts sur bandes, à 12h30 et 17h30. C'est une expérience audio-visuelle avec magnétophones et graffiti, une création originale de Raymond Gervais. Puis, les 15 et 16 mars, les intéressés assisteront à deux concerts de musique improvisés, avec MM Robert Leriche, au sax alto et Robert Gélinas, au piano. C.G.

Sciences comptables... [suite de la page 1]

l'UQAM se feront plus facilement lorsque le département sera né. «Le rôle social de la comptabilité a évolué. Le progrès sous toutes ses formes a transformé l'aspect technique du travail en comptabilité. Le fait que les sciences comptables soient intéressées à s'ouvrir et à faire des recherches pour trouver des mesures de phénomènes sociaux qu'elles étaient incapables de cerner avec profondeur jusqu'à maintenant, les oblige à déboucher sur l'interdisciplinarité.

«La comptabilité, ajoute M. Fernandez, doit dépasser le stade de l'enregistrement des données, de préparation de budgets, ou la rédaction des rapports sur les coûts de production. Elle doit s'occuper de tous les aspects de la mesure et du transfert de l'information, non seulement de ce qui est «prix» (valeur en monnaie).»

Un second souffle, dit-on en sciences comptables, ne sera possible qu'en développant des programmes d'études avancées. Qu'en multipliant les projets de recherches. «Dans un premier temps, et dans le but de combler des besoins immédiats, le type de recherche que l'on favoriserait serait la recherche appliquée. A plus long terme, on pourrait entreprendre des projets de recherche fondamentale.»

La création du département des sciences comptables ne se fera pas sans efforts. «Tout le monde, en sciences comptables, est conscient de ses tâches et

responsabilités.» Mais, dit M. Fernandez, on pourra dorénavant consacrer nos énergies à construire plutôt qu'à se battre ou à se dépenser dans des comités dont le seul but était de faire accepter nos «différences», nos «priorités».

Pour le moment, M. Fernandez pense qu'il faudra sensibiliser l'UQAM (les départements, les étudiants) à ce qu'est la science comptable; ce vers quoi elle tend. Il faudra également tenter de «changer l'image du comptable dans le grand public.»

«Nous voudrions être perçus comme des spécialistes d'un outil de travail. Non pas au service des entreprises uniquement mais au service de la collectivité toute entière.»

Hélène Sabourin

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

volume V, numéro 21
5 mars 1979

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1199 rue de Bleury, Montréal
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal: premier semestre 1979
Bibliothèque nationale du Québec

Sciences de la Terre

Un sujet qui fait ni chaud ni froid

Notre planète se réchauffe-t-elle, ou se refroidit-elle? Bonne question, toujours d'actualité brûlante ou réfrigérante. D'après les experts en climatologie réunis à Genève par l'Organisation météorologique mondiale, si l'homme persiste à brûler du charbon et du pétrole en quantités croissantes, il est probable qu'il va empêcher la planète de se refroidir...

Reconnaissant que le problème porte à polémique et souhaitant apporter des nuances à la suite de questions posées à l'un d'eux par une station radiophonique de Montréal, les professeurs Franz Mayr et Alfred Jaouich, du département des sciences de la Terre, déclarent:

«C'est un fait. Depuis 1880 on assiste à une augmentation de température jusque vers les années 50-60, de plus de 0.5 à 1 degré Centigrade dans une zone circumpolaire (Alaska, Islande, côte sud-est du Groënland, pays scandinaves), et de façon moins prononcée dans des régions de moyenne latitude (pays d'Europe, moins l'URSS)».

«La concentration de CO₂ dans l'atmosphère est passée en un siècle de 284 parties par million (PPM) à 350. Le phénomène est lié à la pollution atmosphérique due principalement à la conversion de la pierre calcaire en ciment, à la production d'acier ainsi qu'au déboisement intensif. Des milliards de tonnes de gaz carbonique par année! Malgré une déperdition dans les océans, les lacs, la végétation (stockage dans la tourbe par exemple), on note un gain annuel de concentration de CO₂. Autrement dit, la production dépasse la capacité d'emmagasinement.

Les conditions thermiques à la surface de la Terre s'en trouvent améliorées. C'est ainsi qu'au Groënland, au début du siècle, on ne pêchait que 400 tonnes de morue alors qu'aujourd'hui, à cause de l'augmentation du volume d'eau due à la fonte dans les océans, on en prend des milliers de tonnes. C'est ainsi qu'à la suite d'un réchauffement global, les eaux de certains ports ne gèlent plus ou gèlent tardivement (ce qui favorise les activités portuaires). C'est ainsi que jadis, à cause d'un plus faible débit d'eau du Saint-Laurent, un chemin de fer reliait Montréal à la rive-sud sur le fleuve gelé. Et on entrevoit les innombrables bienfaits d'un réchauffement de nos latitudes: augmentation du nom-

bre de jours sans gel, ce qui est propice à l'agriculture, à l'établissement urbain en régions lointaines, etc. Tout cela pour un changement de fractions de degrés!

Hélas, il y a un «mais». De quoi figer ce paysage arcadien dans la glace. Selon les professeurs Mayr et Jaouich, on constate que malgré cette surproduction de CO₂, le réchauffement en certaines parties du monde est terminé depuis les années 50-60, voire depuis la décennie 40: «Comme nous l'avons dit, une augmentation du CO₂ bonifie les conditions thermiques à la surface de la Terre. Mais par contre, les retombées de poussières d'origine volcanique et industrielle par un effet d'absorption, ralentissent

ou diminuent la chaleur, c'est-à-dire agissent comme filtres dans le cas de rayons solaires de courtes longueurs, et emprisonnent d'autre part les rayons de grandes longueurs.

«Quant à nous, l'intérêt que nous portons à la question est nettement secondaire et subordonné au corpus de certains cours d'hydrologie et de géologie du quaternaire. Néanmoins, en étudiant la variation de la composition isotopique des spécimens d'arbres (concentration du carbone isotopique dans les cernes) au Nouveau-Québec, on pourrait avoir une bonne idée de l'évolution du phénomène», concluent laconiquement les deux chercheurs. C.A.



MM Mayr et Jaouich: «A la Terre de Baffin, les neiges ont régressé et la végétation a réapparu.»

L'artisanat au Québec

Un refus de la société industrielle?

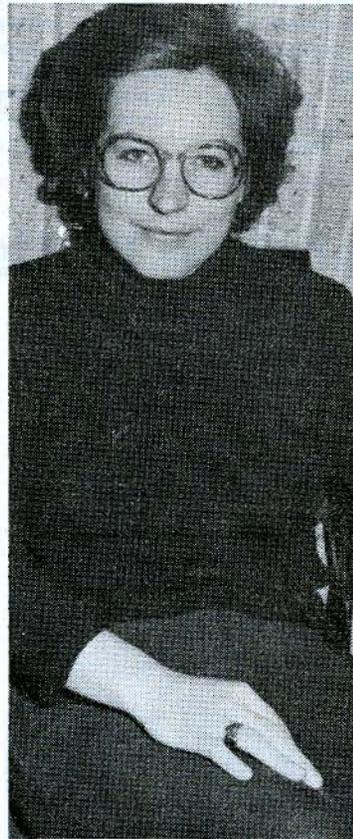
Cent fois sur le métier remettant son ouvrage, nouant et dénouant un à un les fils de cet échec complexe, Mme Irène Poupart, après avoir obtenu un bacc. en histoire de l'art, consacre actuellement une thèse de sociologie à l'analyse de la pratique de l'artisanat au Québec.

Sa plus grande difficulté? «Faire accepter mon sujet de thèse au département de socio qui ne s'intéresse à l'art, pas plus d'ailleurs qu'en histoire de l'art on s'intéresse aux arts mineurs.»

Le vacuum dans ce champ de recherche est total et pourtant, note Mme Poupart, le Québec produit à lui seul 80% de l'artisanat canadien. Compte tenu de ses traditions folkloriques et de la spécificité de son iconographie, le Québec constitue le réservoir d'une production exotique pour toute l'Amérique du Nord.

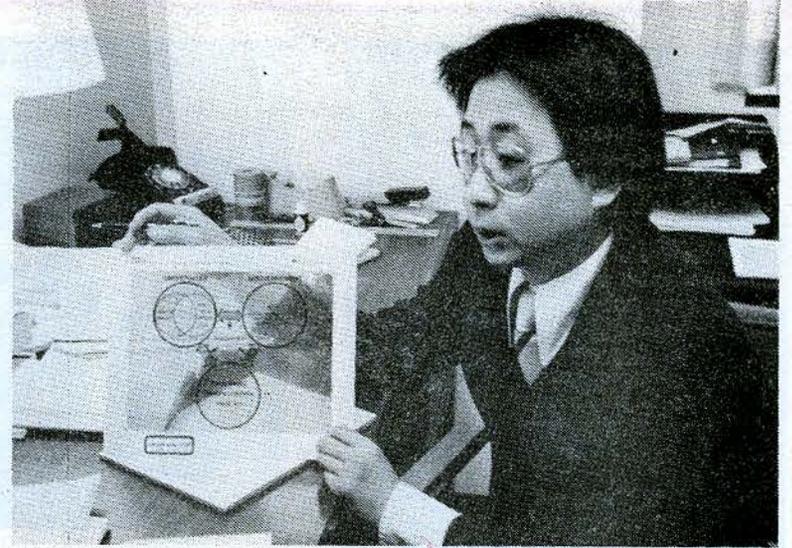
Pourquoi l'artisanat fleurit-il chez nous davantage qu'ailleurs? Les hypothèses sont nombreuses; aussi Mme Poupart en a-t-elle retenu quelques-unes: s'agit-il de s'accrocher au passé et de refuser la société industrielle? ou encore de s'accrocher au pays perdu, le nationalisme y étant alors pour quelque chose? Est-ce tout simplement une conséquence de la situation économique du Québec?

«Je m'attache particulièrement, explique Irène Poupart, à situer la question aux niveaux politique, économique, idéologique. A étudier la pratique de ces producteurs inscrits dans des rapports sociaux de production. A comparer cette catégorie de travailleurs aux autres classes de travailleurs.»



Mme Irène Poupart

Pour éclaircir la situation, Mme Poupart s'emploie à faire des distinctions dans les concepts, souvent utilisés à toutes les sauces: le folklorique, le terroir, le kitch, le kitsch; l'art officiel, la culture populaire, le design industriel; l'artisanat, l'artiste; l'artisanat, les métiers d'art. «Il faut surtout voir, dit-elle, en quoi ces termes comportent des connotations de classes.» Elle



M. To Minh Chau: «Une heureuse coopération entre les universités, le gouvernement et les entreprises manufacturières du Québec.»

Un ménage à trois qui a réussi

Des rapports platoniques mais, dans leur ordre, très positifs, tel est l'aboutissement d'une collaboration entre l'université, le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) et le monde des petites et moyennes entreprises (PME).

Au grave problème de l'intégration des diplômés universitaires dans les entreprises moyennes ou de petite taille du Québec, on a apporté, entre autres, une solution qui fait ses preuves. Il s'agit de la mise sur pied de trois programmes agencés de telle manière qu'ils encadrent le diplômé universitaire — en administration ou en génie — du stade de stagiaire à l'embauche permanen-

te comme partenaire dans l'entreprise.

Le Centre de diagnostic des PME

Dans le cadre d'un processus d'échanges UQAM-Ecole Polytechnique et bénéficiant de l'expertise de la Direction des services aux entreprises manufacturières (MIC), 15 étudiants de l'UQAM et 20 de Poly, suivent ici à l'UQAM un cycle de conférences portant sur la planification, la finance, la gestion de personnel, le marketing et les problèmes des PME. Concurrentement, 20 étudiants de l'UQAM et 15 de Polytechnique font le même cheminement dans cette dernière institution. Le cycle de conférences bi-disciplinaires va de janvier à fin février. Puis, en mars, des groupes de deux (un finissant en génie et un étudiant de 2e ou de 3e année en sciences administratives) vont dans des PME à titre des stagiaires non résidents. Sur place, ils notent et recueillent des observations sur tel ou tel problème de production ou d'administration, à partir duquel ils élaborent un mandat sous la supervision d'un professeur. Par exemple, si une entreprise ne connaît pas sa clientèle, les stagiaires vont préparer un mandat pour apporter les remèdes ou les correctifs voulus.

L'intégration des stagiaires PME

Du mois de mai au mois d'août, un étudiant du groupe prend la relève. Muni du mandat, il devient stagiaire résidant dans une petite ou moyenne entreprise. C'est à lui que revient d'exécuter le plan tracé par ses confrères. Les frais de déplacement et de dactylographie des rapports sont remis par le MIC, qui de son côté assure une assistance technique à l'entreprise. Naturellement, le stagiaire s'implique davantage dans la marche de la compagnie.

L'UNI-PME

Si tout le monde est satisfait de ses services, il a des chances de devenir cadre dans l'entreprise concernée, le MIC versera une partie de son salaire jusqu'à concurrence de \$8 000 par année. «Plusieurs de mes étudiants sont ainsi devenus partenaires dans les PME, confie M. To Minh Chau, professeur responsable à l'UQAM du projet de Centre de diagnostic des PME. Et le succès de notre projet-pilote lancé en 78 est tel qu'on a décidé de l'étendre à travers le Québec, nommément à l'Université de Sherbrooke, à l'Université Laval ainsi qu'à l'UQTR.»

Denise Neveu

C.A.

Inscriptions d'été

26 et 27 mars

Inscription (été 1979):

Famille des Lettres
Famille des Sciences
Famille des sciences économiques et administratives
Famille des Sciences humaines
Deuxième et troisième cycles

28 et 29 mars 1979

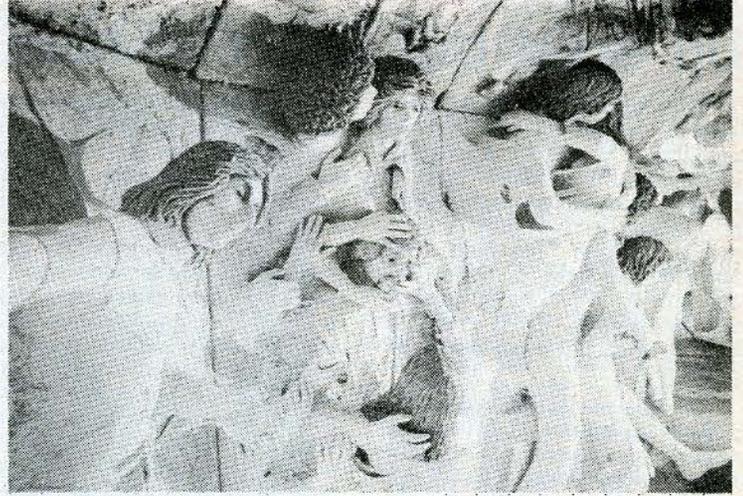
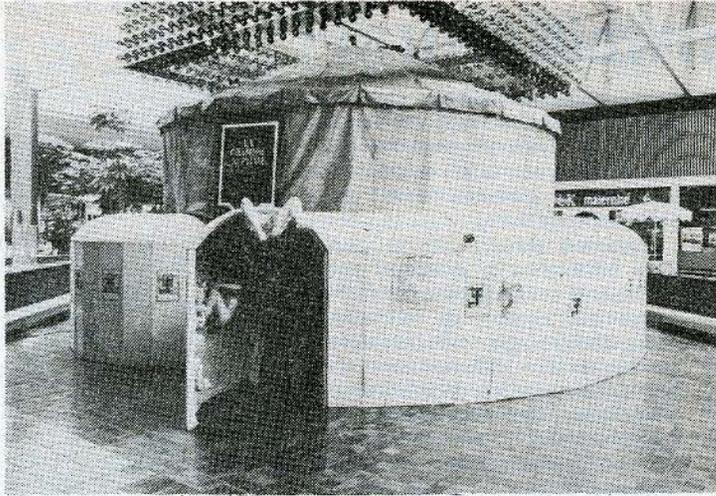
Inscription (été 1979):

Famille des Arts
Famille de Formation des maîtres
Maîtrise en éducation
Maîtrise en arts plastiques
Maîtrise en étude des arts

2 et 3 avril

Inscription programmes hors campus (été 1979):

Préscolaire-élémentaire
Certificat de premier cycle en administration (Joliette et Saint-Jérôme)



Une autopsie de «La chambre nuptiale»

«La CHAMBRE NUPTIALE dénonce nos gestes faux, infantiles, malhabiles et résignés. Elle reflète bêtement le miroir du vide quotidien entre le «pipi room», la cuisine, le métro, la «job», les rôles d'hommes, de femmes, d'enfants, d'animaux, la violence du silence, le pouvoir, l'entendu du compromis des rapports de classe, la torpeur du sexe et la pauvreté des sentiments, l'absence d'amour et surtout le manque total d'autonomie.»

On aura compris qu'il s'agit de l'oeuvre de Francine Larivée. C'est elle qui présente ainsi ce module circulaire de 40' de diamètre par 19' de hauteur visité par des milliers de badauds, curieux, intéressés, à l'été 76 (Complexe Desjardins et Carrefour Laval) puis 77 (Terre des hommes). Décrié par les uns, acclamé par les autres, laissant rarement indifférent, le projet est né avec l'Année internationale de la femme et s'est concrétisé en 70 000 heures de production. Quelque 75 personnes y ont collaboré, rémunérées au salaire minimum à même les \$195 000 de subventions gouvernementales octroyées à cette fin.

Francine Larivée est de retour à l'UQAM. Après un bacc. en histoire de l'art effectué il y a quelques années, la voici engagée dans une maîtrise en études des arts, sous la direction de Mme Rose-Marie Arbour et M. Barry Lord, professeur invité au département. Son but: faire l'autopsie de la CHAMBRE NUPTIALE, «ce trip de quelques années qui n'est pas encore mort, qui doit continuer à vivre pour faire son travail.»

Et pourquoi cette démarche? Pour une multitude de raisons à la fois personnelles



Mme Francine Larivée
[photo Serge Laurin]

et politiques. D'abord, un besoin constant de prendre ses distances face à l'action. Besoin particulièrement pressant dans le cas d'une production de cette envergure. Pour en faire l'analyse à froid, en mesurer plus objectivement la valeur, l'impact passé et prévisible dans le contexte québécois. Mais aussi, parce que depuis bientôt deux ans, ce pavillon thématique

itinérant est confiné au silence d'un entrepôt du Vieux-Montréal.

«Blanche et or, la CHAMBRE NUPTIALE, cirque cynique, cul-de-sac de l'amour mort-né, dans le satin coussiné, capitonnée, ennuyeusement bourgeois, écrin de pièges de jeux institués, désuets, stupidement perpétués, cousus de fil d'or, critique le vécu du couple contemporain, marié ou pas. Elle s'insurge et s'impose comme un réveil-matin à chaque endormi qui la visite et secoue les tympans engourdis par les battements de l'angoisse quotidienne.»

Bref, elle dérange. Les gens qui détiennent le pouvoir culturel prétendent qu'elle coûte trop cher. Ou encore, qu'elle n'est pas esthétique. «Or, proteste Francine Larivée, nous n'avons jamais voulu en faire un objet esthétique. C'est un objet culturel d'intervention sociale qui a une certaine qualité formelle. Il n'est nullement le fruit d'une recherche élitiste mais plutôt d'une production artisanale réalisée avec de pauvres moyens. Par la création de ces images et de ces objets, nous avons voulu permettre aux gens de mieux comprendre une réalité pour ensuite être en mesure de la critiquer. C'est une démarche politique. Or, certains craignent cette «désacralisation» de l'art et s'opposent violemment à ce qu'il devienne un outil de communication et d'animation.»

Elle précise qu'il est possible d'utiliser la CHAMBRE NUPTIALE sans que ça coûte cher; en faisant appel, par exemple, aux ressources des milieux et des groupes intéressés qui prendraient en charge le travail d'animation. Notons cependant qu'il faut, pour la déplacer, quatre vanes de 45 pieds et un camion de 30 pieds.

Pour mener à bien cette réflexion, Francine Larivée s'est fixée un ambitieux programme de travail auquel se joindront, espère-t-elle, d'autres étudiants. «Seule, il serait difficile de parvenir à une réelle objectivation.» Dans un premier temps, elle étudiera les 3800 questionnaires complétés par autant de visiteurs de la CHAMBRE NUPTIALE, «feed-back» concrets de cette expérience. Certaines hypothèses d'utilisation seront ensuite élaborées, pour être proposées au ministère des Affaires culturelles et au Musée d'art contemporain.

Il lui faudra tenir compte du contexte socio-politique et culturel dans lequel fut conçu et réalisé le projet: politiques culturelles des institutions en place, productions culturelles de 1967 à aujourd'hui, condition des femmes québécoises, du couple et du mariage. Tout ça pour déboucher sur l'avenir de l'art progressiste et engagé au Québec.

Car Francine Larivée n'entend pas lâcher prise. A son avis, la CHAMBRE NUPTIALE répond à un réel besoin. A Terre des hommes, 21 000 personnes l'ont visitée, 7 jours par semaine, 10 heures par jour. Cela représente en moyenne 37 personnes chaque trois-quart d'heure, auprès desquelles se faisait un travail d'animation, suivi de discussions. «Les gens réagissaient énormément, s'interrogeaient sur leur comportement, parfois nous agressaient. Peu d'entre eux restaient indifférents.»

Elle conclut: «Il faut que ça débloque. Je dois suivre jusqu'au bout cette démarche avant de passer à autre chose. En tant qu'artiste et en tant que femme.»

C.G.

La scientifique n'est pas à l'abri de la discrimination

Les femmes scientifiques universitaires dévient considérablement des stéréotypes féminins; elles ont choisi des champs d'étude et de travail traditionnellement perçus comme des bastions masculins. Elles exercent une profession dont les exigences sont en contradiction avec celles d'une vie familiale classique: on n'abandonne pas une expérience en laboratoire parce qu'il est cinq heures et qu'il faut faire le souper. Et lorsque, malgré ces contraintes, elles optent pour une telle carrière, elles accèdent difficilement au sommet de la hiérarchie scientifique; car il semble que les critères de recrutement et d'avancement qui régissent le monde scientifique ne s'appliquent pas de façon égalitaire entre candidats masculins et féminins.

Les femmes scientifiques sont souvent cantonnées dans la recherche appliquée, dans les facultés les moins prestigieuses, dans les départements qui donnent des cours de services plutôt que les départements d'appartenance. D'après Mme Isabelle Gremy, professeur au département de sociologie de l'UQAM, «ces réalités nous obligent à dire qu'il y a discrimination; celle-ci n'est pas nécessairement voulue

et planifiée, ne résulte pas forcément d'un complot masculin, mais n'en est pas moins réelle.»

D'où le projet EFUS, en marche depuis quelques années déjà. Il désigne une «Etude sur les femmes universitaires scientifiques», dont Mme Gremy est directrice scientifique. Ce travail de recherche fut conçu et amorcé alors qu'elle enseignait à l'Université de Montréal. L'occasion: l'année de la femme. Un comité regroupant des femmes d'une quinzaine de disciplines des sciences physiques, sciences mathématiques, sciences de la vie, s'était alors constitué spontanément. Toutes se heurtaient à des difficultés particulièrement énormes dans l'avancement de leur carrière scientifique. Toutes exprimaient un même besoin: mieux connaître le monde scientifique québécois, ses conditions de recrutement, ses profils de carrière; mieux comprendre les mécanismes qui permettent une telle discrimination, afin de préparer des interventions actives pour y remédier, et ce, en toute connaissance de cause.

Un comité fut créé pour mener à bien cette recherche; en sont membres, outre Mme Gremy, le Dr Capet-Antonini, biochimiste,



Mme Isabelle Gremy

M. Jacques Dofny, sociologue, Mme Solange Simard-Lavoie, professeur en médecine dentaire.

Leur mandat se terminera fin 79; il a pu être mené à bien grâce à d'importants subsides émanant du FCAC (ministère de l'Éducation) et de diverses instances subventionnaires de l'U. de M. Le titre exact du projet en précise les limites: «Etude des femmes chercheurs en sc. de la vie, en sc. mathématiques et en sc. physiques dans les universités québécoises.»

Pour mettre en relief les différences faites aux femmes et aux hommes qui entreprennent une carrière scientifique, l'équipe a cru bon de procéder par comparaisons. Une enquête fut menée dans toutes les universités du Québec, francophones et anglophones. D'abord, un recensement exhaustif des postes d'enseignants et de chercheurs temps plein, dans ces disciplines, révéla que ces fonctions étaient assumées par environ 300 femmes pour 3000 hommes, soit moins de 10 pour cent de la population totale.

S'ensuivit une enquête par questionnaire auprès de ces personnes, portant sur leur profil de carrière et la contribution scientifique des chercheurs féminins dans leur milieu. Parallèlement, une autre enquête s'adressait à la génération relève, soient

les étudiants et étudiantes inscrits au doctorat dans ces disciplines. Surprise: on y compte deux femmes pour trois hommes. Déduction: il semble que le recrutement qui permet d'accéder à une telle carrière soit un seuil critique à franchir pour les candidates.

«La maternité a bon dos, constate Isabelle Gremy. Or, ses exigences n'expliquent pas à elles seules les inégalités entre scientifiques masculins et féminins. Une étude américaine révèle que 65 pour cent de ces femmes sont encore célibataires à 35 ans et que 75 pour cent d'entre elles n'ont pas d'enfants. Il existe en outre une sorte d'auto-sélection des femmes qui renoncent spontanément à un certain type de carrière: ce fait est véridique, mais a aussi bon dos. Car à compétence égale, les femmes célibataires ne semblent pas être jugées selon les mêmes critères que les hommes.»

Mme Gremy a décidé de consacrer sa thèse de doctorat à l'étude de ces questions. Elle souhaite ainsi faire avancer le débat sur l'insertion féminine dans les universités et plus généralement, sur le marché du travail.

C.G.